



evpf29 il y a 1 heure

Perte de souveraineté : l'exemple de l'énergie



Nucléaire : chronique de 40 ans de destruction d'un joyau français

Tous ceux qui ont déjà réalisé des travaux dans leur logement le savent, il ne faut jamais laisser un con toucher à l'électricité, sous peine de conséquences graves. Ce qui est vrai à notre échelle individuelle l'est encore plus à celle d'un pays.

Arnold Schwarzenegger, ce grand intellectuel, spécialiste reconnu

mondialement dans le domaine de l'énergie, lorsqu'il était gouverneur de Californie, se découvrit une passion soudaine pour l'écologie, et décréta que l'État se devait de devenir un exemple en termes d'énergies renouvelables. À grands coups d'éoliennes et de fixation autoritaire du prix du kWh déconnecté du coût de production, il réussit très rapidement à mener la Californie au bord de la banqueroute. Il contribua ainsi à la faillite du principal producteur d'électricité, ENRON, l'EDF local. Des coupures d'électricité tournantes furent même nécessaires. La faillite fut si soudaine que trois mois seulement avant qu'elle ne survienne, la Banque Goldman Sachs publiait ce qui est considéré comme un collector dans le petit monde des analystes financiers, une étude dont le titre était : « ENRON, still the best of the best ».

En France, nous nous sentions à l'abri de tels événements. Mais ça, c'était avant. En 1974, suite au choc pétrolier de 1973, Pierre Messmer lança son plan nucléaire éponyme, consistant en la construction de 56 réacteurs nucléaires. Ce plan nous a permis pendant près de 50 ans de produire 80 % de notre énergie grâce au nucléaire, faisant de la France le champion mondial de l'énergie décarbonée et nous immunisant contre les variations des prix des énergies fossiles.

Le savoir-faire d'EDF était reconnu mondialement dans ce domaine. Les sociétés Framatome et Cogema garantissaient notre approvisionnement en uranium ainsi que la fabrication des turbines nécessaires à la production d'électricité. L'État était ainsi

maître de toute la chaîne de valeur, de la production du combustible jusqu'à la distribution au client final. C'est ce qu'on appelle la souveraineté énergétique. Peu de pays au monde pouvaient se vanter d'une telle prouesse, réalisée en si peu de temps.

La France était en outre, grâce à l'interconnexion des réseaux européens, non seulement indépendante, mais également premier exportateur européen d'électricité.

Cinquante ans après, la moitié des réacteurs sont à l'arrêt, la France est importatrice d'électricité, la filière d'approvisionnement d'uranium est menacée, nous payons le kWh nucléaire (supposé bon marché) au même prix que ceux qui le produisent en brûlant du lignite ou du gaz.

EDF, ce fleuron de l'industrie française, est au bord de la faillite et vient d'être nationalisé. Pour couronner le tout, on nous menace de coupures d'électricité cet hiver. Nos dirigeants nous font la morale, nous expliquent qu'il va falloir porter des moufles dans nos maisons, prendre des douches froides et rester dans le noir le soir. On nous prépare même un passe de rationnement énergétique.

Mais que s'est-il donc passé ? Qui sont les responsables de cette situation ?

Il faut remonter à 1997 pour comprendre l'origine de cette

catastrophe. « J'ai décidé de dissoudre l'Assemblée nationale ». Qui aurait pu penser que cette petite phrase, prononcée par Jacques Chirac le 21 avril 1997, serait le déclencheur qui allait nous amener 25 ans plus tard dans la dèche énergétique dans laquelle nous nous trouvons ? Quelle belle illustration de l'effet papillon !

Suite à cette dissolution, la droite perdit les élections et Jospin accéda au pouvoir grâce à une alliance avec les communistes et les écologistes qui s'appelait « la gauche plurielle ». Afin de satisfaire ses alliés écologistes, Jospin dut accepter de renoncer progressivement au nucléaire. Les conséquences furent assez rapides : désintérêt d'EDF pour la filière, arrêt du projet Superphénix (qui pourtant était extrêmement novateur, car utilisant les déchets des centrales nucléaires pour produire de l'électricité). Mais la conséquence la plus terrible restait invisible : nos ingénieurs, soudeurs spécialisés et techniciens hautement qualifiés cessèrent de s'orienter vers la filière nucléaire, entraînant une disparition progressive des compétences requises pour cette industrie.

Sous l'ère Sarkozy, un deuxième événement vint achever notre filière nucléaire : la catastrophe de Fukushima. Suite à cette dernière, la chancelière Merkel décida unilatéralement d'arrêter l'usage du nucléaire civil en Allemagne, se lança à corps perdu dans la construction de moulins à vents et décida de l'imposer à toute l'Europe. Les industriels allemands sont bien organisés et leur rapacité n'est plus à démontrer. Si l'Allemagne devait

renoncer au nucléaire, il était hors de question que la France continuât d'en bénéficier.

Hollande, également soucieux de s'attirer les faveurs des écologistes, aggrava la situation. Ce dernier prit même comme engagement de réduire de 75 % à 50 % la part du nucléaire dans notre mix énergétique en 5 ans. Grand visionnaire que ce Hollande et sa cruche Ségolène Royal !

Hollande, désireux de satisfaire sa suzeraine Merkel, alla même jusqu'à la fermeture de la centrale de Fessenheim, nous privant ainsi d'un seul coup de 2,5 % de notre production. Il faut savoir que la production de Fessenheim fut compensée par la mise en service en Allemagne de centrales à charbon, dont les vents nous font bénéficier des particules fines sur notre territoire. C'est également sous Hollande que les écologistes commencèrent à imposer la mode des moulins à vent comme source d'énergie de substitution. Faisant fi des lois de la physique en matière de production électrique, les parcs éoliens commencèrent à fleurir, pourrissant ainsi notre littoral et nos paysages.

Sous Macron, le processus s'est accéléré et 450 éoliennes sont maintenant prévues le long de notre littoral atlantique. La ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, a pourtant pris connaissance d'un rapport alarmant ; en effet, oh stupeur ! les calculs sont formels, le processus de substitution des centrales nucléaires par les moulins à vent va augmenter de 50 % les émissions de CO₂, car chaque parc éolien doit être couplé à une centrale à gaz afin de pallier l'intermittence.

Une personne dotée d'un minimum de logique en déduirait qu'il

Une personne dotée d'un minimum de logique en demandant qu'il faut arrêter le massacre dans les plus brefs délais. Ils en conclurent, bien au contraire, qu'il fallait construire encore plus d'éoliennes. L'idéologie prévaut sur la raison.

L'Allemagne, quant à elle, avait identifié depuis longtemps une fenêtre de tir pour nous mettre à genoux. En effet, il faut savoir qu'en Europe, 70 % des éoliennes sont produites en Allemagne et presque 100 % des sociétés d'exploitation des parcs sont allemandes. Parallèlement, Merkel avait négocié avec la Russie la construction du gazoduc Nord stream2, avec comme objectif de devenir le centre de distribution du gaz pour toute l'Europe. En résumé, nous allons acheter des éoliennes allemandes, les faire exploiter par des sociétés allemandes et acheter du gaz allemand. Si tout ceci n'est pas une entreprise de sabotage de notre pays, cela y ressemble étrangement. De plus, la Commission européenne, contrôlée par l'Allemagne, est parvenue à instaurer un marché européen de l'électricité qui, comme par hasard, se trouve être complètement à notre désavantage. En effet le prix du kWh est indexé sur le prix du gaz, annihilant ainsi instantanément notre seul avantage compétitif.

Comme si cela ne suffisait pas, en vertu de la sacro-sainte concurrence libre et non faussée, un des piliers des traités européens, EDF se retrouve contraint de vendre à perte à des opérateurs externes une partie de sa production, créant ainsi une concurrence artificielle qui s'apparente plus exactement à du racket.

Durant toutes ces années, EDF a délaissé ses centrales nucléaires. Le parc nucléaire vieillit, aucune provision suffisante n'a été faite dans les comptes à des fins de maintenance ou de démantèlement. L'entreprise est au bord de la faillite. Le contribuable français sera donc contraint non seulement de financer la nationalisation mais surtout d'assumer la dette abyssale. Le conflit en Ukraine a changé la donne et fait exploser durablement le prix du gaz, tant et si bien que même l'Allemagne envisage de relancer ses centrales nucléaires. Choupinet et Le Maire veulent en faire de même, mais ils constatent qu'ils n'en ont plus ni la capacité technique, ni les moyens financiers. La filière d'approvisionnement en uranium est en danger et Areva rencontre les plus grandes difficultés à terminer la construction de ses EPR.

Nous sommes donc passés en l'espace de 40 ans d'un pays en position de leader mondial du nucléaire civil, envié de tous, à celui de cloporte incapable d'assurer un minimum de sécurité énergétique à ses habitants. Tous ceux qui se sont succédé depuis 40 ans à la tête de l'État nous ont amenés à une situation énergétique digne d'un pays du tiers monde, alors que nous avions en main un outil magnifique, qui aurait pu devenir un facteur décisif dans le redressement de notre appareil industriel. Cette explosion du prix du gaz aurait même pu permettre à notre industrie de recouvrer très vite de la compétitivité vis-à-vis de l'industrie allemande. Il n'en sera rien. Nous allons perdre sur tous les tableaux.

Ce qui était un joyau est devenu un poids mort qui va coûter des dizaines de milliards aux contribuables français.

Nous terminerons ce triste récit par une définition : « L'acte ou l'action consistant en une extrême déloyauté à l'égard de son pays, de son chef d'État, de son gouvernement ou de ses institutions ».

Ceci est la définition de la haute trahison. Qui oserait prétendre qu'elle ne s'applique pas à nos dirigeants ?

Alain Falento